



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

VINGT-CINQUIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'EUROPE

Riga (Lettonie), 8-9 juin 2006

Principales conclusions et liste des recommandations découlant des débat de la trente-quatrième session de l'ECA sur les développements au niveau des marchés agro-alimentaires: incidence sur les producteurs et les consommateurs et perspectives d'avenir

I. Extrait du document ECA 34/06/REP/1

22. La Commission a accueilli avec satisfaction ce document qui fournit une contribution utile sur un certain nombre d'éléments importants concernant les chaînes d'approvisionnement alimentaire et agricole, notamment dans le pays d'Europe centrale et orientale et de la CEI.
23. La Commission a évoqué plus particulièrement l'importance de la traçabilité qui est un concept essentiel des politiques de l'UE et un des fondements de son approche intégrée "de la ferme à la table".
24. La Commission a pris note de la tentative du document d'examiner l'incidence des changements dans les arrangements contractuels sur la productivité agricole, la qualité et les débouchés qui s'offrent aux petits agriculteurs.
25. La Commission a souligné que la marginalisation des petites exploitations serait un point important à examiner.
26. La Commission a également pris note des différentes approches utilisées pour mesurer la compétitivité, en particulier l'aptitude des revendeurs ou des producteurs à satisfaire les normes et elle a rappelé que d'autres facteurs comme les coûts d'infrastructure, de stockage et de transport et l'intégration des marchés peuvent aussi avoir une forte incidence sur la compétitivité.
27. La Commission a souligné que le respect des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments reste un défi majeur dans certaines parties du monde et que des efforts supplémentaires devraient être consacrés à cet aspect important.
28. La Commission a noté que l'amélioration de la production et de la commercialisation et l'adoption de normes pour la qualité et la sécurité sanitaire des aliments dans le secteur de la transformation étaient essentielles pour accroître les débouchés commerciaux des nouveaux États membres de l'UE dans les marchés d'Europe occidentale.

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

29. La Commission a proposé de soutenir le renforcement de l'accès aux informations, aux ressources et au matériel, afin de permettre une amélioration progressive de la qualité même pour les petites et moyennes entreprises agro-alimentaires.

30. La Commission a souligné que la formation professionnelle, le renforcement des services de vulgarisation agricole et la multiplication des groupements d'agriculteurs et des coopératives commerciales étaient des mesures essentielles pour améliorer l'accès des petits agriculteurs au marché.

31. La Commission a approuvé les recommandations figurant dans ce document et demandé qu'elles soient transmises à la vingt-cinquième Conférence régionale pour l'Europe.

II. Liste des recommandations

La Commission a approuvé les recommandations suivantes figurant au document ECA/34/06/3 (page 15):

- a) Les ministres de l'agriculture sont invités à prendre bonne note des difficultés que rencontrent les petits agriculteurs des pays d'Europe centrale et orientale et de la CEI pour respecter les normes privées de production et de sécurité sanitaire des aliments et modifier les préférences des consommateurs. Il est important que les agriculteurs de ces pays ne soient pas exclus des chaînes d'approvisionnement alimentaire restructurées.
- b) Les gouvernements de la région doivent examiner les moyens d'aider les agriculteurs en s'appuyant sur un système de vulgarisation durable qui inclue une formation à la commercialisation et à la manière dont les producteurs agricoles peuvent respecter les normes privées de sécurité sanitaire des aliments et apporter une réponse meilleure aux goûts des clients et des consommateurs. Il s'agira d'améliorer la capacité des organismes de vulgarisation à fournir des avis techniques aux agriculteurs pour que ceux-ci puissent être conformes aux programmes internationaux de certification tels qu'EUREPGAP.
- c) Renforcer le secteur agricole exigera la mise à niveau des infrastructures nationales de contrôle des aliments (gestion, inspection, laboratoires) afin que les agriculteurs et les transformateurs agroalimentaires améliorent progressivement les niveaux de qualité et de sécurité.
- d) Améliorer l'accès des petites exploitations aux chaînes d'approvisionnement exige de stimuler des organisations intermédiaires et des coopératives de commercialisation dans le but de coordonner les activités des agriculteurs et de fournir un lien entre ces derniers et les transformateurs et les distributeurs. Appuyer la création d'organisations intermédiaires en fournissant des compétences et des infrastructures sera plus avantageux qu'investir dans de nouvelles infrastructures de marché de gros.
- e) L'éducation et la formation agricole dans la région doivent être restructurées afin qu'elles préparent davantage les agriculteurs aux nouvelles réalités que représentent les chaînes d'approvisionnement (y compris la production sous contrat, le contrôle qualité et la gestion) et qu'elles incorporent la formation à la commercialisation et à la gestion des activités agroalimentaires.
- f) La FAO est prête à prêter son concours aux gouvernements membres, sur demande, dans les domaines susmentionnés.